

RAPPORT SUR LA PARTICIPATION DU CENTRE D'OBSERVATION ET DE PROMOTION DE L'ETAT DE DROIT (COPEP) AU PROCESSUS ELECTORAL DE 2010.

CENTRE D'OBSERVATION ET DE PROMOTION DE L'ETAT DE DROIT

Siège : DJIDJOLE, Côté ouest du Complexe Scolaire HAMPATE BA
B.P : 13639 Tél. : (228) 251 17 68 / 978 85 77 / 946

48 01



SOMMAIRE

Introduction

Les différents niveaux de participation du COPED au processus électoral de 2010

La formation des acteurs impliqués dans le processus

La participation du COPED à la CENI

La sensibilisation des populations

L'observation électorale

Conclusion

Annexe : album des événements

INTRODUCTION

l'implication du COPED au côtés de la communauté Internationale et des autres Organisations de la Société Civile dans processus des élections législatives d'octobre 2007 au Togo a donné l'image d'un processus électoral serein qui a honoré notre pays et qui a permis la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante et de ses démembrements, l'obtention des conditions acceptables de recensement et de délivrance des cartes électorales numérisées et surtout un scrutin transparent. Cet acquit a permis de rassurer les populations en vue d'une élection paisible.

Ayant tiré les leçons d'un passé électoral émaillé de violence, le processus électoral de 2010 a été aux yeux du COPED et ses différents partenaires un événement d'enjeu capital.

Il a été donc nécessaire de faire une éducation et une sensibilisation à fond pour préparer l'esprit des Togolais à une bonne conduite lors de la présidentielle de 2010, au sens citoyen du vote et à l'acceptation des résultats. C'est ce à quoi le Centre d'Observation et de Promotion de l'Etat de Droit (COPED) s'est atteler à travers ces diverses activités depuis octobre 2008.

PROJET D'APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL (PAPE)

**THEME : « Sensibilisation des électeurs et
Renforcement des capacités des agents
électoraux ».**

RAPPORT DE MISE EN OEUVRE

SOMMAIRE

Introduction

Contexte

I- OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

- Objectifs
- Résultats attendus

II- STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

- L'équipe de coordination
- Le comité technique

Novembre 2009-Février 2010

III- **LA METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE**

- Les mises à niveau
- Le suivi terrain
- Le point des activités réalisées

IV- **LES ACTIVITES REALISEES**

4.1- **L'atelier de cadrage ou de mise à niveau**

4.2- **La tournée de préparation et d'information**

4.3- **Les séries de formation**

- La formation des responsables locaux des partis politiques
- La formation des acteurs locaux

4.4- **Les séries de sensibilisation**

- Les sensibilisations de proximité
- La réalisation des panneaux de sensibilisation
- La réalisation de la brochure
- La production des émissions
- La réalisation des cassettes audio et vidéo sur la non violence

V- **RESULTATS ET ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET**

5.1- sur le plan méthodologique

5.2- sur la mise à contribution des ressources humaines

5.3- sur la dynamique au sein des communautés et des acteurs

VI- **RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION**

CONTEXTE

L'élection présidentielle est prévue pour 2010. Les échéances électorales au Togo ont été depuis toujours, source de violences. D'où la nécessité pour le COPED et les Organisations partenaires de la Société Civile, de prendre toutes les dispositions préventives. Afin de capitaliser les avancées démocratiques constatées à l'occasion des élections législatives de 2007, une sensibilisation s'impose pour que toutes les composantes de la société de chaque localité (Homme, Femme, Jeunes, élèves des collèges et lycées) s'impliquent dans l'expression démocratique. Pour assurer une certaine efficacité des actions, le Présent projet se veut novateur et prend en compte cent quatre vingt (180) localités soit six (6) localités dans chacune des trente Préfectures du pays pour la promotion des droits de l'homme et de la citoyenneté.

Cela consiste à expliquer les principes et concepts de la démocratie aux populations du monde rural dans les canton et villages sans oublier celles des zones urbaines et péri-urbaines en faisant ressortir l'importance de la démocratie et de la cohésion sociale pour le développement du pays.

I- OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

Le COPED et les organisations partenaires (CAO-Togo et SOS Civisme-Togo) qui ont tiré des leçons des succès et des échecs enregistrés en matière électorale depuis le début du processus démocratique au Togo, entendent œuvrer ensemble pour la promotion de la démocratie pour l'avènement d'un Etat de Droit. C'est durant cette période que l'on assiste à des violations massives des droits de l'homme compromettant ainsi la cohésion sociale.

Le but de ce projet est de promouvoir la culture démocratique chez les acteurs politiques et les citoyens dans la perspective de la présidentielle de 2010. Au terme de ce projet, les Togolais doivent s'accepter et considérer leurs différences (politique ou ethnique) comme des forces. Les échéances électorales ne doivent plus être des périodes de violences. La cohésion sociale serait renforcée.

Initialement, les groupes cibles sont :

- les chefs traditionnels
- les responsables locaux des partis politiques
- les organisations de la société civile
- les comités villageois de développement
- les populations de trente Préfectures du Togo (hommes, femmes, élites locale etc...)

Le changement souhaité par la mise en œuvre de ce projet est le changement de mentalité et de comportement des citoyens dans leurs milieux respectifs et envers leurs concitoyens durant ce processus électoral. Le rôle des trois organisations de la société civile partenaires sur le projet est d'expliquer aux groupes cibles et aux bénéficiaires leurs droits et devoirs en périodes électorales à travers les séminaires de formation, les campagnes de sensibilisation, l'édition et distribution des brochures, le placardage des affiches géantes véhiculant des messages précis et les émissions radiophoniques sur des thèmes retenus dans le projet.

Ce projet devra permettre de créer un cadre citoyen de modulation et d'orientation des citoyens afin d'éviter le plus possible de dérapages fâcheux avant, pendant et après le scrutin.

II- STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

L'approche participative sera privilégiée dans la mise en œuvre de ce projet en vue d'un changement de comportement des populations pour une amélioration du processus de démocratisation au Togo. C'est pourquoi, il a été mis en place une organisation et une méthode de travail faites de concertations régulières entre tous les partenaires. Ainsi, il est constitué

- La coordination qui reste le niveau stratégique du projet composé des premiers responsables du COPED, du CAO et du SOS Civisme ;
- Le Comité technique composé des membres de la coordination, du coordonnateur du projet, du consultant, du Secrétaire général, du Trésorier et du Chargé de programme Communication du COPED, du chargé de programme du CAO.

III- LES ACTIVITES MISES EN ŒUVRE

3.1- L'atelier de cadrage et de mise à niveau

Le vendredi 4 décembre 2009, s'est tenu dans la salle de conférence de l'hôtel la Détente à Kpalimè, l'atelier de cadrage du projet qui a réuni les responsables du réseau ayant en charge la mise en œuvre du projet dont le COPED, CAO Togo et SOS civisme Togo.

L'objectif principal de l'atelier est la mise à niveau de tous les acteurs pour leur permettre d'être au même niveau d'information en ce qui concerne le

projet. Dans ce sens, divers points ont fait l'objet de discussions en respectant l'agenda proposé par la coordination du projet.

Sous la modération du consultant, l'atelier a connu deux étapes essentielles :

1. La présentation du projet ;
2. Les conseils pour une bonne animation.

Au total deux activités préliminaires ont été réalisées après la présentation des participants.

- **la présentation des participants** : de cette présentation, il ressort que les participants, sont constitués des responsables et des animateurs du COPED, du CAO Togo et de SOS Civisme Togo ainsi que des personnes-ressources. En ce qui concerne les animateurs, leur nombre est reparti par structure comme suit :
 - SOS Civisme..... 11
 - CAO..... 10
 - COPED..... 14

Trois points essentiels ont fait l'objet de la rencontre.

- **La présentation du projet** : Le projet a été présenté par le président du COPED à travers les objectifs et les activités à mener. En effet, ce projet comprend quatre (4) volets. dont
 - 1) Les formations destinées aux chefs traditionnels et des OSC ainsi que des responsables locaux de partis politiques
 - 2) Les sensibilisations de proximité qui devront être conduites dans les préfectures, les sous préfectures et dans les cantons.
 - 3) Les sensibilisations de masse par 25 émissions radiophoniques en 10 langues et pendant deux mois.
 - 4) Les activités par image : dans le cadre du projet, des affiches géantes seront conçues à partir des thèmes dont le premier est démocratie = Tolérance et Acception de l'autre, le second illustrera les acteurs politiques.

Enfin, une brochure sera éditée à l'intention des citoyens en uniforme.

A la fin de cette présentation du projet par le président du COPED avec des compléments du Secrétaire National de SOS Civisme, le débat qui a suivi a permis aux intervenants de clarifier certains aspects à la demande des participants. Ce qui a permis une bonne compréhension des différents aspects du projet.

La liste des localités retenues par préfecture pour les sensibilisations dans le cadre du projet a été ensuite présentée aux participants. La dite liste est contenue dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Liste des préfectures et localités retenues pour les sensibilisations

Préfectures	Localités
Préfecture de Tone	Dapaong, Nanergou, Naki Ouest, Toago, Cinkassé, Korbongou
Préfecture de Kpendjal	Mandouri, Naki Est, Borgou, Ogaro, Pognon, Koundjouaré
Préfecture de l'Oti	Mango, Gando, Nangbéni, Barkoissi, Koumongou, Faré
Préfecture de Tandjouaré	Bombouaka, Nano, Bogou, Sissiak, Doukpergou, Pligou
Préfecture de la Kéran	Kanté, Ataloté, Héloté, Nandoba, Warengo, Atétou
Préfecture de Doufelgou	Niamtougou, Défalé, Siou, Ténéga, Baga, Yaka
Préfecture de la Kozah	Kara, kouméa, Pya, Soumdina, Awandjélou, Landa, Pazinda
Préfecture de Bassar	Bassar, Kabou, Bitchabé, Sanda Afou, Afoura, Sanda, Kagbanda
Préfecture de Dankpen	Guérin -kouka, Nandouta, Namon, Nawaré, Kidjaboum
Préfecture de Binah	Pagouda, Kétau, kéméri, Pessaré, Solla, Bapuré, Lama Dessi (Farandé)
Préfecture de l'Assoli	Bafilo, Soudou, Kpéwa, Koumondé, Alédjo Kadara, Dako
Préfecture de Tchaoudjo	Sokodé, Kpangalam, Lama Tessi, Aléhéridè, Kparataou, Kolina
Préfecture de Tchamba	Tchamba, Koussoutou, Kaboli, Alibi, Bago, Goubi
Préfecture de Soutouboua	Sotouboua, Adjengré, Tchébébé, Aouda, Kaniboua, Kazaboua
Préfecture de l'Est Mono	Elavagnon, Nyamassila, Morêtan, Kpéssi, Kanima, Igbériko
Préfecture de l'Ogou	Atakpamè, Anié, Datcha, Gléi, Djama, Akpare
Préfecture de Wawa	Badou, Efoukpa, Ounabé, Tomégbé, Ekèto, Korignotou
Préfecture de Haho	Notsé, Wahala, Kpélé, Amakpé, Kpédomé, Rodokopé
Préfecture de Moyen Mono	Tohoun, Tado, Saligbé, Ahassomé, Kpèklèmè, Hométowoufou
Préfecture de Blitta	Blitta, Langabou, Agandi, Pagala Gare, Tchare Baou, Défallé Kopé
Préfecture de Danyi	Apéyéme, Elavagnon, Atigba, N'Digbé, Ahlon -Bogo, Dzogbégan
Préfecture de Kloto	Kpalimé, Adeta, Tové, Woamé, Lavié, Agomé Yoh
Préfecture de l'Avé	Gadzépé, Agou Nyogbo, Agou Apégamé, Tovégan, Amouzoukopé, Glékopé, Gadjagan

Préfecture d'Agou	Assahoun, Kévé Kévé, Noépé, Zolo, Badja
Préfecture de Zio	Tsévié, Davié, Agbélouvé, Gbatopé, Gamé, - Tchékpo
Préfecture de Yoto	Tabligo, Tokpli, Kouvé, Gboto, Ahépé
Préfecture de Vo	Vogan, Togoville, Akoumapé, Hahotoé, Amégan, Anyrokopé
IV Préfecture des Lacs	Aného, Agbodrafo, Glidji, Aklakou, Afagnan, Anfouin
Préfecture du Golfe	Amoutivè, Baguida, Zanguéra, Agoé Nyevé, Aflao Sagbado, Togblékopé
Préfecture d'Amou	Amlamé, Amou Oblo, Hihéatro, Témédja, Ebéva, Sod

- La présentation des thèmes proposés pour les animations avec leurs contenus indicatifs. Il s'agit prioritairement des thèmes suivants :
- Les enjeux des élections présidentielles de 2010
- Les acteurs des élections
- Les attitudes des citoyens en période électorale
- **Les conseils en matière d'animation :** Les discussions ont permis aux participants d'aborder les aspects relatifs aux qualités, comportements et attitudes de l'animateur. Dans ce cadre, certains participants ont partagé avec l'assistance des expériences d'animation. A l'issue de ce partage d'expériences, le modérateur appuyé par le président du COPED, ont précisé les comportements et attitudes qu'un animateur devra tenir pour la réussite de son animation.

En effet, il a été rappelé aux participants qui doivent participer aux séances d'animation, leur rôle d'éducateur. A ce titre, ils doivent contribuer à l'amélioration des connaissances des communautés sur les enjeux de l'élection présidentielle de 2010. Dans ce sens, ils doivent favoriser l'appropriation par les différents acteurs, des comportements nécessaires pour des élections apaisées. C'est pourquoi, il a été recommandé qu'ils maîtrisent le contenu des thèmes ainsi que leur langage qui ne doit pas faire transparaître leur obédience politique.

Cet atelier de cadrage a atteint quatre résultats tangibles :

1. Il a permis aux participants de connaître le projet dans ses différents aspects, la méthodologie à adopter pour sa mise en

œuvre, les activités à réaliser ainsi que tous les acteurs qui travaillent pour sa mise en œuvre ;

2. Les participants ont discuté du contenu des différents thèmes à aborder au cours des sensibilisations dans les différentes localités pour une harmonisation des points de vue sur chaque thème ;
3. L'atelier a permis aussi d'échanger sur la composition des différentes équipes de sensibilisation pendant les trois phases ;
4. L'atelier a permis le partage d'expériences qui a favorisé une meilleure connaissance des participants en matière d'animation. Ce qui a permis de moduler les conseils sur les techniques et méthodes d'animation.

Ainsi plus qu'un atelier de cadrage, il a été une rencontre de mise à niveau pour tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet.

3.2- La tournée de préparation et d'information

L'atelier de cadrage a été suivi de la tournée de préparation et d'information qui a permis à la coordination de prendre les contacts nécessaires aussi bien du côté des autorités politico administratives que des acteurs sociaux. Cette tournée de dix(10) personnes qui a couvert tout le territoire national s'est déroulée du 25 au 27 décembre 2009. Les acteurs rencontrés au cours de cette tournée sont :

- Les représentants de l'Etat
- Les responsables locaux des partis politiques
- Les responsables des organisations de la société civile
- Les chefs traditionnels
- Les responsables des cadres qui doivent accueillir les séries de formation.

3.4- La série de formations

Dans le cadre du projet, une série de formations a été réalisée en direction de divers acteurs au niveau local. Il s'agit des responsables locaux des partis politiques et des organisations de la société civile dans toutes les régions du pays. Les chefs de cantons et chefs de villages n'ont pu être pris en compte par la série de formation comme prévu dans le projet à cause de la réticence des autorités de l'administration.

- **Les préparations méthodologiques**

Comme toutes les activités inscrites dans le cadre du projet, les formations ont fait l'objet de préparations méthodologiques par le Comité Technique (CT) qui regroupe les responsables du COPED, CAO, SOS Civisme, le coordonnateur du projet, le consultant, le chargé à la communication du COPED et du Chargé de programme du CAO.

Ces préparations ont permis au comité technique

- de valider les propositions d'agenda ;
- d'identifier les formateurs par thème ;
- de constituer les équipes de formation ;
- de proposer les équipes d'organisation et d'encadrement des sessions ;
- de faire le point de l'état des préparatifs (les invitations, les diverses correspondances, les réactions des autorités et des acteurs invités, la logistique, etc.);
- de proposer un TDR pour chaque communication

- **Le déroulement des sessions de formation**

Le tableau suivant présente les différentes périodes de déroulement des formations :

Tableau 2 : Présentation du déroulement des sessions de formation par région

Types de formation	Régions	Période de déroulement	Localités
Formation des responsables locaux des partis politiques	Maritime	28 et 30 décembre 2009	Tsévié
Formation des responsables locaux des partis politiques	Plateau	28 au 30 décembre 2009	Kpalimé
Formation des responsables locaux des partis politiques	Centrale	20 au 23 janvier 2010	Sokodé
Formation des responsables locaux des partis politiques	Kara	20 au 23 janvier 2010	Kara
Formation des responsables locaux des partis politiques	Savanes	20 au 23 janvier 2010	Dapaong

Formation des organisations de la société civile	Plateaux et Maritime	6 au 9 janvier	Kpalimé Tsévié
Formation des organisations de la société civile	Centrale	24 au 27 janvier 2010	Sokodé
Formation des organisations de la société civile	Kara	24 au 27 janvier 2010	Kara
Formation des organisations de la société civile	Savanes	24 au 27 janvier 2010	Dapaong

Au total 350 acteurs ont été formés dans le cadre de ce projet comme le présente les tableaux suivants

Tableau 3 : Effectif des responsables locaux des partis politiques formés

Régions	Effectif total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
Maritime	35	26	9
Plateaux	35	23	12
Centrale	35	28	7
Kara	35	26	9
Savanes	35	24	11
Total	175	127	48

Tableau 4 : Effectif des responsables d'OSC formés

Régions	Effectif total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
Maritime	35	22	13
Plateaux	35	25	10
Centrale	35	23	12
Kara	35	19	16
Savanes	35	27	8
Total	175	116	59

2.3- Les thèmes abordés par session

- **Les thèmes abordés avec les responsables des partis politiques**

Selon la session et les objectifs visés, les thématiques présentées par divers communicateurs sont contenues dans les tableaux suivants :

Tableau 5 : Thématique de la session de formation des responsables locaux des partis politiques

Thématiques	Communicateurs
Les enjeux des élections présidentielles de	▪ Ouro-Bossi TCHACONDOH

2010	<ul style="list-style-type: none"> ▪ François LEGONOU ▪ Colombo KPAKPABIA
Processus électoral : Quels rôles pour les partis politiques et les OSC ?	<ul style="list-style-type: none"> ▪ François LEGONOU ▪ Sylvain ZINSOU ▪ Mathias GBETOHO
Parti politique, promotion de la paix et du développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ouro-Bossi TCHACONDOH ▪ Paul DEHOUMON ▪ Fabien AKAKPO
La communication politique et la gestion des rumeurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Balogou DONKO ▪ Fabien AKAKPO
la démocratie et la cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ouro-Bossi TCHACONDOH ▪ François LEGONOU
Prévention et Gestion des Conflits en période électorale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ François LEGONOU

▪ **Contenu indicatif des thèmes**

Lors des préparations méthodologiques, il a été précisé les contenus indicatifs par thèmes. Ainsi,

- **Les enjeux des élections de 2010**, qui sont présentés juste après la cérémonie d'ouverture permet aux participants des diverses sessions d'apprécier les enjeux politiques, économiques et socio-culturels de ces élections. Au nombre des enjeux, le rétablissement de la confiance entre le Togo et ses partenaires avec pour conséquences la reprise pleine et entière de la coopération, la confiance entre les acteurs politiques, la légitimité du président élu, la réconciliation entre tous les acteurs, la consolidation de la démocratie. Ainsi, les élections bien organisées devraient favoriser l'unité nationale et la crédibilité du Togo dans le concert des nations.

- La deuxième communication sur le thème "**Processus électoral : quels rôles pour les partis politiques et les OSC ?**" a permis aux communicateurs, de clarifier les concepts de démocratie avant de dégager quelques principes et valeurs de la démocratie. Le parti politique ainsi que leurs responsabilités ont été ensuite dégagées ainsi que la mission des organisations de la société civile en période électorale. Si les partis politiques doivent former leurs militants à la citoyenneté et leur faire connaître le code électoral, les OSC tout en éduquant la communauté toute entière sur le processus électoral doivent aussi se donner une mission de veille pour la promotion et le renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit et le suivi des élections, libres, transparentes et pacifiques.

- Une troisième communication a porté sur « **Parti politique, promotion de la paix et du développement** ». Un parallèle a été fait entre le parti politique, qui ambitionne d'aller au pouvoir ou de s'y maintenir. Dans ce sens, ils doivent travailler pour la promotion de la paix. En effet, les partis politiques bien organisés ont pour mission de former et d'informer leurs militants non seulement pour la maîtrise des objectifs, projet de société et programme de leur structure mais ils doivent aussi les informer sur la situation sociopolitiques nationales et les prises de position de leurs responsables par rapport à certains évènements cruciaux qui engagent la vie de la nation. Ce faisant, les partis politiques contribuent à la formation citoyenne, gage de la formation de la conscience citoyenne. Un citoyen formé sur ses droits et devoirs participe pleinement au développement du pays parce qu'il s'implique dans les actions de développement en n'oubliant pas ses intérêts personnels au bénéfice de l'intérêt général.

- Le thème sur « **La démocratie et cohésion sociale** » est revenu sur les valeurs de la démocratie pour montrer que dans ce système, rien ne peut se faire sans la liberté (toutes les formes de liberté), la justice sociale, la responsabilité, le droit de la minorité, la participation des citoyens. En ce qui concerne la cohésion sociale, elle se construit sur les valeurs partagées, un discours commun, la réduction de tous les écarts de richesses et de revenus. C'est pourquoi, les cinq éléments suivants sont à considérer : l'appartenance, l'insertion, la participation, la reconnaissance et la légitimité. En période électorale, tous les militants doivent être formés au contrôle citoyen et l'assurer.

- La dernière communication sur « **Prévention et Gestion des Conflits en période électorale** » a rappelé que les élections constituent un processus organisé par la loi à travers le code électoral qui contient tout l'arsenal juridique mis en place. Malgré tout, elles constituent une période d'instabilités politiques et relationnelles et sont sources de conflits qui engendrent les violences au sein des communautés. Cette communication a montré que chaque étape du conflit peut porter les germes de conflits dont la mauvaise gestion peut être préjudiciable aux élections dans leur ensemble.

- **Les thèmes abordés avec les responsables d'OSC**

Tableau 6 : Thématiques de la session de formation des responsables des OSC

Thématiques	Communicateurs
Les enjeux des élections présidentielles de 2010	TCHACONDO Ouro-Bossi LEGONOU François AKAKPO Fabien KPAKPABIA Colombo
Le mouvement associatif et la promotion de la citoyenneté	ZINSOU Sylvain GBETOHO Mathias LEGONOU François DONKO Balogou
Droits et devoirs du citoyen	ZINSOU Sylvain DONKO Balogou AKAKPO Fabien
Démocratie et cohésion sociale	LEGONOU François TCHACONDOH Ouro-Bossi AKAKPO Fabien DEHOUMON Paul
Rôle et responsabilités des acteurs locaux du développement en période électorale	AMOUZOU Théophile LEGONOU François GBETOHO Mathias ZINSOU Sylvain
Rôle et responsabilités des acteurs dans la prévention et gestion des conflits en période électorale	ZINSOU Sylvain GBETOHO Mathias LEGONOU François DONKO Balogou

- **Les résultats :**

Ils s'apprécient à divers niveaux :

- **L'effectif et la qualité des participants :** ceci a permis des échanges qualitatifs, sincères et fructueux. Si au départ, il a été ressenti des réserves dans les prises de parole, les équipes d'organisateur et de communicateurs ont su insuffler une dynamique de groupe d'une part en faisant preuve de neutralité dans leurs interventions malgré des connotations politiques reconnues et d'autre part en rappelant à chaque occasion le cadre de partage de connaissances et d'expériences que constituent les différentes sessions. Ainsi, les participants, malgré des critiques qui demeurent

assez légères, ont pu échanger sans animosité, chacun reconnaissant les erreurs du passé ainsi que les divers niveaux de responsabilités. Dans ce sens, il faut noter la défensive de départ des représentants du RPT et l'offensive des représentants de l'opposition, surtout de l'UFC, sous les observations modérées du CAR. Mais la modération de l'équipe de formateurs a toujours permis d'éviter que les ateliers de formation ne deviennent des tribunaux. Ce que les participants eux-mêmes finissent par comprendre en adoptant des positions particulièrement positives qui ont favorisé l'atteinte des objectifs des ateliers considérés comme des occasions de partage pour tous les participants.

- **Le déroulement de toutes les sessions dans le temps imparti :** malgré le délai assez court pour la mise en œuvre du projet, et le programme de formation assez ambitieux qui doit se dérouler pour les acteurs de toutes les régions, les différentes sessions ont été réalisées dans le temps. Ce résultat a été possible grâce à la souplesse adoptée par les divers partenaires impliqués dans la réalisation des activités. Cette souplesse a permis de modifier l'exécution du programme préalablement proposé en adoptant des sessions simultanées en direction des différents acteurs. Ceci a été un acquis indéniable pour les différents partenaires : le Comité technique sous la présidence du Président du COPED qui a su faire les bons choix au bon moment, les équipes de formateurs qui ont su se rendre disponibles dans la période et le partenaire financier qui a fait preuve de compréhension dans les modifications argumentés du COPED.
- **Le contenu des programmes exécutés :** au cours des sessions de formation, les participants à toutes les sessions ont reconnu la pertinence des thèmes discutés, la cohérence dans le déroulement et la qualité des animateurs. Tout ceci est contenu dans les résultats des évaluations faites à l'issue de chaque session. En réalité, les thèmes discutés constituent des innovations dans les échanges entre acteurs politiques locaux et favorisent la cohésion sociale. Ce qui a favorisé le début de relations entre des acteurs qui n'avaient pas l'habitude de discuter entre eux, ni de s'entendre sur des questions d'importance de la nation.

▪ **Les motifs de satisfaction et d'insatisfaction**

La réalisation des sessions de formation à travers leurs résultats permet de noter des motifs de satisfaction mais aussi d'insatisfaction.

- **Les motifs de satisfaction : Ils sont nombreux.**

- L'implication des autorités politico-administratives qui dans toutes les régions ont présidé l'ouverture officielle de chaque session à travers les préfets très souvent accompagnés des maires des délégations spéciales. Ceci a été possible grâce à l'acceptation du gouvernement régulièrement informé par correspondance ;
- Les sessions ont été réalisées suivant la programmation contenue dans le projet initial.
- Dans toutes les régions, les grands partis aussi bien de la mouvance présidentielle que de l'opposition (RPT, UFC, CAR) ont participé aux sessions de formation dans toutes les régions ;
- A l'issue des sessions, les discours que les participants tiennent vont très souvent dans le sens de la fraternisation et vers des élections pacifiques et transparentes. Dans certains cas, la fraternisation entre les acteurs est perceptible avant la fin des sessions. Ce qui pour des gens qui ne s'adressaient pas la parole, est un acquis des ateliers
- Les sessions de formation se sont déroulées dans des conditions organisationnelles et logistiques parfaites ;
- La qualité et la disponibilité des formateurs et de toute l'équipe de coordination sont des motifs de satisfaction, des facteurs de réussite de ces sessions.

➤ **Les motifs d'insatisfaction**

Malgré les nombreux motifs de satisfaction, il existe néanmoins deux motifs d'insatisfaction qui ne sont pas des moindres. Il s'agit

- **De la participation assez réduite des femmes aux sessions.** Les raisons de cette situation se retrouvent au sein des partis politiques et des organisations de la société civile. (confère les tableaux 3 et 4)
- **La non possibilité de former les chefs cantons et chefs de villages.** Malgré tous les efforts du président du COPED en direction des autorités administratives du Ministère de l'administration et de la décentralisation, ces acteurs n'ont pu participer aux sessions de formation. Alors qu'ils sont considérés par tous les acteurs comme les responsables de violences et de fraudes à l'occasion des élections.

4. **Les séries de sensibilisation**

Outre la série de formations, le projet a mis en œuvre une série d'activités de sensibilisation.

3.1- Les sensibilisations de proximité

Les séances ont eu pour objectifs de faire prendre conscience aux populations les enjeux des élections de 2010, des avantages d'élections pacifiques et sans violence pour l'unité nationale et la cohésion sociale.

Les sensibilisations ont été faites par les animateurs constitués en neuf(09) équipes de trois personnes à travers les cinq(5) régions du pays.

Cette phase de sensibilisation a connu trois étapes :

- **La mise à niveau des équipes de sensibilisation** composée chacune des membres des organisations partenaires (COPED, CAO, SOS Civisme). Elle a permis au Comité technique de rappeler la composition des équipes, du contenu indicatif de chaque thème de sensibilisation, de rappeler quelques techniques d'animation, la composition des équipes n'étant pas toujours la même. Au total, neuf(09) équipes de trois animateurs ont été envoyées sur le terrain. La programmation des localités a respecté le choix préalablement fait et présenté aux acteurs pendant l'atelier de cadrage. (Confère Tableau 1 : Liste des préfectures et localités.)
- **Les séances de sensibilisation dans les régions.** Elles permettent à chaque équipe de réaliser des séances dans au moins six localités préalablement identifiées par la coordination dans chaque région.
- **Les aspects abordés** sont ceux retenus à l'atelier de cadrage et rappelés à l'occasion des mises à niveau avant chaque départ. Ainsi, les points de discussion avec les populations ont été en général : **le processus électoral, les enjeux de la présidentielle, politiques, économiques et socio culturels, le pluralisme et la cohésion sociale, c**

Mais selon les spécificités politiques et socioculturelles du milieu, les animateurs peuvent mettre l'accent sur les comportements et attitudes qui semblent importants dans le cadre du processus électoral.

- **Les préoccupations exprimées par les participants :** Au cours des séances, les participants se sont exprimés pour dire tout le bien qu'ils pensent des sensibilisations avant d'exprimer des préoccupations face à
- La multiplication des sensibilisations

- La sensibilisation des responsables politiques
 - La pauvreté des populations qui favorise la manipulation et l'achat de conscience
 - La cohésion sociale
 - L'absence des militants locaux de l'UFC aux réunions d'information et de sensibilisation
 - Formation à l'endroit des leaders des partis politiques
 - Formation des membres de la CENI
 - La violence qui est le fait des responsables politiques
 - La chefferie traditionnelle qui est identifiée comme le bras du pouvoir pour la fraude et les violences pré et post électorales
 - Le suivi des acquis de la sensibilisation
 - L'éloignement de certains bureaux de vote des localités qui peuvent rendre difficile la possibilité du vote par les populations (c'est pour eux difficile de faire plus de 15 km pour aller se faire recenser et voter)
- **Les évaluations** dès le retour des équipes de terrain. A cette étape, les responsables d'équipe font le point des activités menées, des acteurs rencontrés, des difficultés rencontrées, du nombre de personnes ayant assisté à chaque séance, de l'implication des autorités politico-administratives et de l'ambiance de travail dans l'équipe. Ils sont complétés par les autres membres de l'équipe si nécessaire. Chaque équipe dépose un rapport de mission.

A l'issue des évaluations de chaque phase, les points faits par chaque équipe sont présentés dans les tableaux suivants :

Tableau 8 : Nombre de participants aux séances de sensibilisation par préfecture.

Préfectures	Localités	Nombre de participants
Préfecture de Tone	Dapaong, Nanergou, Naki Ouest, Toago, Cinkassé, Korbongou	700
Préfecture de Kpendjal	Mandouri, Naki Est, Borgou, Ogaro, Pognon, Koundjouaré	410
Préfecture de l'Oti	Mango, Gando, Nangbéni, Barkoissi, Koumongou, Faré	582
Préfecture de Tandjouaré	Bombouaka, Nano, Bogou, Sissiak, Doukpergou, Pligou	349
Préfecture de la Kéran	Kanté, Ataloté, Héloti, Nandoba, Warengo, Atétou	243
Préfecture de Doufelgou	Niamtougou, Défalé, Siou, Ténégo, Baga, Yaka	582
Préfecture de la Kozah	Kara, kouméa, Pya, Soumdina, Awandjélou, Landa, Pazinda	783
Préfecture de Bassar	Bassar, Kabou, Bitchabé, Sanda Afou, Afoura, Sanda, Kagbanda	687
Préfecture de Dankpen	Guérin -kouka, Nandouta, Namon, Nawaré, Kidjaboum	792
Préfecture de Binah	Pagouda, Kétau, kéméri, Pessaré, Solla, Bapuré, Lama Dessi (Farandé)	763
Préfecture de Cinkassé	Nadjoudi, Sam-naba, Timbou, Boadé, Cinkassé, Biankouri	1423
Préfecture de l'Assoli	Bafilo, Soudou, Kpéwa, Koumondé, Alédjo Kadara, Dako	781
Préfecture de Tchaoudjo	Sokodé, Kpangalam, Lama Tessi, Aléhéridè, Kparataou, Kolinana	460
Préfecture de Tchamba	Tchamba, Koussountou, Kaboli, Alibi, Bago, Goubi	482
Préfecture de Soutouboua	Sotouboua, Adjengré, Tchébébé, Aouda, Kaniboua, Kazaboua	502
Préfecture de l'Est Mono	Elavagnon, Nyamassila, Morêtan, Kpéssi, Kanima, Igbériko	627
Préfecture de l'Ogou	Atakpamè, Anié, Datcha, Gléï, Djama, Akpare	1846
Préfecture de Wawa	Badou, Efoukpa, Ounabé, Tomégbé, Ekéto, Korignotou	738
Préfecture de Haho	Notsé, Wahala, Kpélé, Amakpé, Kpédomé, Rodokopé	530
Préfecture de Moyen Mono	Tohoun, Tado, Saligbé, Ahassomé, Kpèklèmè, Homètowoufou	320
Préfecture de Blitta	Blitta, Langabou, Agandi, Pagala Gare, Tchare Baou, Défallé Kopé	222

Préfecture de Danyi	Apéyémé, Elavagnon, Atigba, N'Digbé, Ahlon -Bogo, Dzogbégan	255
Préfecture de Kloto	Kpalimé, Adeta, Tové, Woamé, Lavié, Agomé Yoh	702
Préfecture de l'Avé	Gadzépé, Agou Nyogbo, Agou Apégamé, Tovégan, Amouzoukopé, Glékopé, Gadjagan	219
Préfecture d'Agou	Assahoun, Kévé, Noépé, Zolo, Badja	325
Préfecture de Zio	Tsévié, Davié, Agbélouvé, Gbatopé, Gamé, - Tchékpo	233
Préfecture de Yoto	Tabligo, Tokpli, Kouvé, Gboto, Ahépé	955
Préfecture de Vo	Vogan, Togoville, Akoumapé, Hahotoé, Amégan, Anyrokopé	940
Préfecture des Lacs	Aného, Agbodrafo, Glidji, Aklakou, Afagnan, Anfouin	416
Préfecture du Golfe	Amoutivè, Baguida, Zanguéra, Agoé Nyevé, Aflao Sagbado, Togblékopé	652
Préfecture d'Amou	Amlamé, Amou Oblo, Hihéatro, Témédja, Ebéva, Sod	597
Total		18 929

Le tableau suivant, présente le nombre total de personnes ayant participé aux séances de sensibilisation.

Tableau 9 : Nombre total de localités couvertes et de participants aux activités de sensibilisation

Zones	Nombre de localités	Nombre de participants
Zone 1	60	7127
Zone 2	60	6 508
Zone 3	60	5 294
TOTAL	180	18 929

Tableau 10 : Nombre total de femmes ayant participé aux sensibilisations

Zones	Nombre de participants	Nombre de femmes
Zone 1	7127	1864
Zone 2	6 508	2567
Zone 3	5 294	2180
TOTAL	18 929	6927

5. Les motifs de satisfaction et d'insatisfaction

➤ Les motifs de satisfaction

A l'issue des séances de sensibilisation, il y a des raisons de satisfaction. En effet, dans le cadre de ce projet, les partenaires ont trois raisons fondamentales :

- La couverture de la quasi-totalité de toutes les régions du pays : selon la planification, les séances se sont déroulées dans toutes les préfectures même si par endroit, les séances se sont tenues avec des difficultés ;
- La participation massive des populations :
- La disponibilité des animateurs :
- L'intérêt des populations aux différentes séances :
- La participation effective des populations aux débats
- L'implication des autorités politico-administratives dans l'organisation des séances ;
- La participation significative des femmes dans certaines localités

➤ Les motifs d'insatisfaction

Malgré les nombreux motifs de satisfaction, il existe néanmoins deux motifs d'insatisfaction qui ne sont pas des moindres. Il s'agit :

- Le refus de certaines autorités politico-administratives de la tenue des séances ;
- La réticence de certaines autorités politico-administrative à accepter la tenue des séances sans l'avis de l'autorité hiérarchique. Ce qui a provoqué le retard dans l'organisation sur le terrain, le stress au

niveau des animateurs et l'implication du président du COPED pour l'obtention des autorisations qui parfois arrivent en retard.

- L'absence et ou l'insuffisance de la participation des femmes par endroit ;

En dehors de ces séances de proximité, et toujours dans le cadre des sensibilisations, il a été réalisées d'autres activités comme :

3.2- La réalisation des panneaux de sensibilisation

La réalisation des panneaux a suivi la démarche suivante :

- La proposition des images par le dessinateur ;
- L'étude de la proposition par le Comité technique : à l'issue des discussions, trois types de panneaux ont été retenus avec des messages précis.

Le premier représente un chien et un chat pour illustrer la cohabitation dans un système démocratique. Ces panneaux conçus ont été placés sur piliers et placés dans des lieux publics dans les grosses agglomérations du pays.

Le second est illustré par une image dont le message s'articule autour de la corruption en période électorale

Le troisième est illustré par l'invitation de tous les Togolais à construire ensemble le Togo avec un Togo en construction et toutes les couches sociales tout autour.

3.3- La réalisation de la bande dessinée

Cette bande dessinée est destinée aux forces armées pour les sensibiliser sur leurs rôles dans le processus électoral. Sa réalisation a suivi la même démarche que la réalisation des panneaux :

- Proposition de l'infographe ;
- Etude de la proposition par le Comité technique.

A l'issue des discussions, les remarques ont été faites aussi bien sous la forme que sur le fond. En ce qui concerne la page de garde, la préoccupation est d'avoir une image suffisamment neutre qui ne choque ni les citoyens en uniforme, ni les populations pour une réceptivité et une compréhension facile du message véhiculé. Ainsi, l'image suivante a été retenue comme celle de la page de garde de la bande dessinée :

3.4- La production des émissions et la réalisation des cassettes audio et vidéo sur la non violence

Pour renforcer les sensibilisations de proximité, des émissions radiophoniques ont été réalisées pour atteindre un plus large public dans divers régions. En effet, les sensibilisations de proximité ont été accompagnées des émissions dans les régions où existent des radios de proximité. Ces émissions ont été réalisées par les animateurs envoyés pour les sensibilisations de proximité. Ces émissions ont abordé les mêmes thématiques que les sensibilisations.

De plus, des communicateurs ont été commis par les partenaires pour la production d'émissions dans divers langues comme l'Ewé, le Kotokoli, le Kabyè, le Moba, Ces productions réalisées sur des cassettes audio ont surtout abordé les aspects relatifs au processus électoral. Les cassettes ont été distribuées aux radios pour la diffusion sur leurs antennes des émissions produites.

3.5- La production de sketches télévisuels

Des sketches ont été réalisés en 10 langues nationales et retransmis sur les chaînes de télévisions.

Ces différents sketches ont eu pour thèmes, entre autres : « **Cap sur les élections** », « **Démocratie en question** », « **le ventre oui, mais la patrie d'abord** »...etc.

Enfin, des artistes ont été sollicités dans diverses langues du pays pour la conception d'une chanson qui met l'accent sur des élections pacifiques, non violentes et l'unité nationale. Cette chanson a été gravée sur supports audio et visuels avec un clip vidéo distribué aux chaînes de télévision, aux sièges des candidats, aux associations, aux bars, restaurants et buvettes.

Cette activité préalablement non programmée a été réalisé suite aux besoins nés du terrain. Elle a permis de toucher une couche sociale très importante à savoir les jeunes scolarisés et non scolarisés. Elle a été effective grâce à la rubrique Frais administratifs du budget du projet.

Au total, la série de sensibilisation a eu pour objectifs :

- ***La sensibilisation au vote ;***
- ***La connaissance du processus électoral ;***
- ***La connaissance des avantages d'une élection transparente et sans violence pour l'unité nationale ;***

IV- **RESULTATS ET ANALYSE DE LA MISE EN OEURE DU PROJET**

4.1- sur le plan méthodologique

Le projet a donné aux trois organisations partenaires l'opportunité de travailler ensemble avec pour chef de file le COPED signataire de la convention.

Les clés du succès du projet ont été l'organisation et la méthode de travail mises en place. En effet, la coordination mise en place qui mène les réflexions stratégiques est accompagnée par le Comité technique qui assure l'opérationnalité de toutes les actions retenues. Toutes les actions ont respecté la démarche participative parce qu'aucune activité n'est réalisée sans l'avis de tous les acteurs impliqués.

En outre, toutes les démarches administratives sont menées, toutes les autorités politico-administratives informées, les acteurs du terrain chargés de l'organisation prévenus avec la précision sur les tâches à accomplir informés.

Ainsi, toute une organisation a été mise en place pour la mise en œuvre du projet. Cette organisation se résume schématiquement à ce qui suit :

- Coordination (Président COPED, Responsable CAO, Secrétaire national SOS Civisme)
- Comité technique (Coordination, Coordinateur, Consultant, SG et Chargé de la communication et Trésorier COPED, Chargé de programme CAO)
- Acteurs terrain (Points Focaux CNSC, Chefs d'Antennes COPED, VED)

Ce dispositif a favorisé une mise en œuvre des actions avec efficacité, de manière participative et sans improvisation. L'organisation mise en place favorise une bonne préparation des

activités, un déroulement efficace et une évaluation concertée de tous les acteurs impliqués.

4.2- sur la mise à contribution des ressources humaines

La mise à contribution de compétences externes dont le coordonnateur du projet, du consultant, des formateurs et autres acteurs de développement a été aussi un atout pour la mise en œuvre du projet. En effet, ces compétences ont apporté leurs expertises et expériences à la réalisation des actions planifiées.

Le coordonnateur et le consultant qui ont été en permanence sur le projet ont apporté des appuis méthodologiques, contribué au suivi de la réalisation des activités et assuré les évaluations concertées.

Les formateurs et communicateurs requis ont contribué aussi par l'apport de leurs connaissances à la réussite des formations, des sensibilisations et des autres activités inscrites dans le cadre du projet.

Les animateurs qui ont assuré l'entièreté des animations sur le terrain sont des membres des trois organisations partenaires. Ils ont, à chaque fois, fait preuve de disponibilité, de compétence et de patriotisme.

Au total, les ressources humaines mises à contribution ont été un facteur d'atteinte des objectifs. En effet, leur disponibilité, leur expertise, leurs expériences ont été des atouts indéniables pour la mise en œuvre des activités.

4.3- sur la dynamique au sein des communautés et des acteurs

Le projet a obtenu des résultats au vu de

- **la participation des populations aux différentes séances.** Sur 180 localités, les séances ont connu 18 929 participants dont 6927 femmes.
- **la qualité des interventions des populations :** au-delà du nombre, les interventions ont été de qualité avec des préoccupations pertinentes qui démontrent l'intérêt qu'ils accordent aux questions relatives aux élections, à la responsabilité des violences en période électorale (A ce niveau, les acteurs politiques et les chefs de cantons ont été explicitement indexés).
- **la participation des chefs de cantons aux séances :** malgré que les autorités centrales aient empêché leur formation au même titre que les autres acteurs, les chefs de cantons se sont largement

impliqués dans l'organisation des séances et la mobilisation des populations.

- **la participation de la quasi totalité des acteurs locaux** (responsables locaux des partis politiques, les responsables des ONG et associations) invités dans le cadre des activités.
- **l'implication des autorités locales** (préfets, chefs de délégation, secrétaires généraux) dans l'organisation, la mobilisation et le déroulement des activités.

Tout ceci dénote l'intérêt et l'importance accordés par tous les acteurs aux actions du projet.

V- **RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION**

Au terme de sa mise en œuvre et malgré ses acquis, le projet a permis d'identifier à tous les niveaux des besoins pour la promotion et le renforcement de la démocratie dans un pays dont l'histoire politique a toujours été tumultueuse depuis son indépendance. C'est pourquoi, les différents acteurs impliqués dans le projet sont restés attentifs à tout ce qui peut permettre de déceler les besoins d'information et de formation. Les besoins ont été identifiés à travers les déclarations des participants aux diverses activités et les observations.

Des résultats obtenus par le projet, il est remarquable que c'est une nécessité d'informer et de sensibiliser les populations sur la chose électorale, de rappeler les conséquences d'une élection violente et de sensibiliser au vote. Mais au-delà d'informations sur les élections pacifiques et sans violence, c'est toute la problématique de la démocratie qui a été identifiée parce que les préoccupations exprimées reflètent les besoins en matière de connaissances, d'attitudes et d'aptitudes.

Au total, le projet a eu des acquis qu'il faudra renforcer pour l'instauration d'une démocratie durable et surtout locale. En effet, de ces différentes rencontres, il ressort que

- Les acteurs et les populations souhaitent la concrétisation des valeurs démocratiques au Togo;
- Les acteurs et les populations souhaitent la cohésion sociale ;
- Les femmes souhaitent s'impliquer dans le développement à travers les instances de prise de décision surtout au niveau local ;

- Les acteurs surtout les responsables locaux des partis politiques souhaitent le renforcement du rôle des partis politiques dans la promotion et le renforcement de la démocratie au niveau local.

Pour prendre en compte ces différents souhaits et renforcer les acquis du projet et pour éviter les reproches faits au projet, il convient de mettre en place un programme plus durable. En effet, pour les populations, la mise en œuvre d'un tel projet aurait dû être effective plus tôt car « **ce n'est pas à la veille de la chasse qu'on apprend à chasser au chien** ». C'est pourquoi, dans la perspective de renforcer les acquis du projet, il convient de mettre en place un vaste programme dont les grands axes pourraient prendre en compte.

- ✓ **Le renforcement des Acteurs Locaux** : un tel programme pourra renforcer les organisations de la société civile surtout en mettant l'accent sur les organisations de base afin d'accompagner la démocratie à la base.
- ✓ **Le renforcement des partis politiques** dont l'ambition serait de renforcer les capacités des responsables locaux des partis politiques en matière de connaissances de la démocratie, d'aptitude communicationnelle et de leadership politique.
- ✓ **Le renforcement des femmes au leadership féminin** pour renforcer la capacité communicationnelle des femmes de manière à ce qu'elle s'implique davantage dans la gouvernance locale.
- ✓ **La promotion de la Gouvernance Locale** qui peut reprendre comme projet les trois programmes ci-dessus mais en mettant l'accent sur l'éducation citoyenne des populations à travers l'information, la communication et la formation.

Mais la mise en place d'un tel programme surtout la définition de ses axes stratégiques devrait faire l'objet d'ateliers régionaux au cours desquels les acteurs participants pourraient les identifier eux-mêmes selon leurs besoins pour répondre à une démarche participative qui implique toutes les catégories d'acteurs.

CONCLUSION

L'apaisement politique couronné par des élections sans violence, la promotion de la démocratie deviennent une réalité grâce aux contributions d'organisation de la société civile dont le COPED qui grâce à des appuis d'institutions de coopération internationales a mené des

actions de sensibilisations, de formation et d'observation dans toutes les régions du pays pour des élections pacifiques et transparentes.